

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse  
Division de Nancy

Nancy, le 20/06/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **COOPERATIVE AGRICOLE LORRAINE (CAL)**

Rue du Bois le Pretre Prolongee  
54700 PONT A MOUSSON

Références : SAF/IP/938\_2022

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2022 dans l'établissement COOPERATIVE AGRICOLE LORRAINE (CAL) implanté Rue du Bois le Pretre Prolongee 54700 PONT A MOUSSON. L'inspection a été annoncée le 23/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COOPERATIVE AGRICOLE LORRAINE (CAL)
- Rue du Bois le Pretre Prolongee 54700 PONT A MOUSSON
- Code AIOT dans GUN : 0006200536
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La Coopérative Agricole Lorraine (CAL) exploite des silos de stockage de céréales sur son site de Pont-à-Mousson, autorisé au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement par l'arrêté préfectoral 14.692 du 21 MAI 1987 modifié. En outre, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions fixées par l'arrêté du 29/03/04 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suite de l'inspection précédente
- gestion des déchets

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 19/03/2004, article 3	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Sans objet
Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Sans objet
Récupération et élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 21/05/1987, article 32	/	Sans objet
Récupération et élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 21/05/1987, article 32	/	Sans objet
Récupération et élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 21/05/1987, article 32	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre à la fin du premier mois de chaque année civile à l'inspection des installations classées sous forme d'un tableau récapitulatif la liste des déchets produits au cours de l'année précédente.

Par ailleurs, l'exploitant veillera à référencer et dater ses procédures afin de permettre d'identifier les actualisations le cas échéant.

### 2-4) Fiches de constats

#### Nom du point de contrôle : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/03/2004, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formations
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p> <p>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant met en place des formations à fréquence annuelle traitant notamment des risques spécifiques dans les silos pour le personnel permanent (5 personnes travaillent au sein du silo de Pont-à-Mousson dont 3 dédiées à l'exploitation de ce dernier). Ces formations sont organisées en interne au trimestre 2 (généralement en juin) juste avant la période de forte activité (moisson). Elles font l'objet d'une fiche d'émargement pour assurer la traçabilité de la participation du personnel.</p> <p>En outre, pour le personnel volontaire, une formation avec délivrance d'un CQP (certificat de qualification professionnelle - durée: 1 an environ) est proposée et traite du risque d'incendie et du risque d'explosion de poussières dans les silos. Dans ce cadre, un conducteur de silo en poste à Pont-à-Mousson a suivi cette dernière en 2022 et notamment le module "risques" organisé le 31 mars 2022.</p> <p>S'agissant du personnel saisonnier, une session de formation est organisée afin notamment de le sensibiliser aux risques (explosion, incendie...). Un questionnaire est distribué en fin de session pour vérifier les connaissances acquises.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Permis de feu
<b>Prescription contrôlée :</b> La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que les personnes chargées de délivrer et de signer les permis de feu pour le compte de l'exploitant sont les conducteurs de l'installation et les agents de dépôts.  L'exploitant ajoute : <ul style="list-style-type: none"><li>- que les fiches de poste du personnel susmentionné précisent qu'il doit accueillir les entreprises extérieures, respecter l'ensemble des procédures et règles édictées par la CAL.</li><li>- que pour l'accueil des entreprises extérieures, une procédure est rédigée qui précise qu'un permis de feu doit être établi pour tous les travaux par points chauds.</li></ul> L'inspection note ces deux points (fiches de poste et procédure d'accueil des entreprises extérieures).  Néanmoins, en ce qui concerne les fiches de poste, elles indiquent pour l'accueil des personnes extérieures qu'il s'agit des adhérents, des chauffeurs et des transporteurs. Elles ne précisent pas l'accueil des entreprises extérieures qui vont réaliser une intervention par points chauds.  S'agissant de la procédure "accueil des entreprises extérieures", il est indiqué que les entreprises "ne pénètrent dans les installations et débutent le travail qu'après avoir validé avec un conducteur d'installation ou le chargé gestion livraison et fuel (...), le permis de feu. Elle ne précise pas que les "agents de dépôt" puissent l'établir.  Enfin, concernant le fait que les fiches de poste (conducteur de l'installation ou agent de dépôt) précisent que doivent être respectées les procédures "silo" édictées par la Coopérative et les règles de sécurité et d'hygiène, cela n'implique pas que ces agents soient désignés nommément pour prendre la responsabilité de délivrer et de signer les permis de feu à la place de l'exploitant.  Eu égard aux constats établis, l'inspection demande à l'exploitant de clarifier les documents susvisés pour établir de façon claire et précise un lien entre la fonction (fiche de poste) et la prise de responsabilité quant à la délivrance des permis de feu (modification de la procédure d'accueil des entreprises extérieures ou établissement d'une procédure spécifique au permis de feu précisant que le conducteur de silo/installation et l'agent de dépôt sont les agents nommément désigné pour délivrer les permis de feu ou autre document permettant de justifier le respect de la prescription susvisée)
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.
<b>Constats :</b> L'inspection n'a pas de remarque à formuler
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage
<b>Prescription contrôlée :</b> La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.  Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.  Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.
<b>Constats :</b> L'inspection constate que le nettoyage du silo 3 est effectué à l'aide d'un dispositif d'aspiration le jour de la visite de contrôle. L'exploitant dispose de deux procédures de nettoyage. Une des procédures définit la fréquence minimale de nettoyage de chaque silo dans le cadre de la prescription citée en référence et la seconde établie dans le cadre du respect des exigences de la "charte sécurité alimentaire" définit des fréquences plus importantes en fonction de chaque zone de chaque silo.
<b>Observations :</b> L'inspection informe que le fait de disposer de plusieurs procédures pour une même mission porte à confusion quant aux tâches à effectuer par le personnel. Or, une procédure a pour objectif d'explicitier clairement les tâches à réaliser pour être respectée aisément et répondre ainsi à l'objectif initialement défini.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Récupération et élimination des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/05/1987, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les déchets seront éliminés dans les installations régulièrement autorisées à cet effet, au titre de la législation des installations classées. L'exploitant devra s'en assurer et pouvoir en justifier à tout moment.
<b>Constats :</b> L'activité génère principalement des déchets issues de céréales suite à l'étape de nettoyage et des poussières. Ces déchets sont valorisés en méthanisation. D'autres déchets sont également produits comme les plastiques et les cartons lesquels font l'objet d'un tri et sont collectés par la communauté de communes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Récupération et élimination des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/05/1987, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets et bilan annuel
<b>Prescription contrôlée :</b> Au début de chaque année civile l'exploitant dressera un bilan des déchets produits suivant le modèle ci-annexé qui sera adressé à l'inspection des installations classées. Sur cet état devront notamment figurer les huiles de vidange de l'atelier d'entretien des machines.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un suivi de ces déchets (un inventaire pour l'année 2021 a été présenté) mais n'adresse pas de bilan annuel à l'inspection des installations classées des déchets produits.
<b>Observations :</b> L'exploitant adressera un bilan annuel à l'inspection fin janvier 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Récupération et élimination des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/05/1987, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets: stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> Le stockage des poussières et résidus de nettoyage, calibrage devra se faire de façon à ce qu'ils ne présentent pas de risques d'incendie et d'explosion.  Les poussières récupérées en vue de valorisation seront stockées dans les silos totalement indépendants des cellules de stockage des céréales.  Les poussières non valorisées seront stockées sur une aire limitée (mur de terre, etc....) et évacuées vers une décharge ou une usine d'incinération périodiquement de façon à ce que le dépôt n'excède pas 30 m <sup>3</sup> . Elles seront humidifiées en tant que de besoin pour éviter les envols.
<b>Constats :</b> L'inspection n'a pas de remarque à formuler
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet